



*Communiqué de presse intersyndical,
ce mardi 10 novembre 2020, jour de grève dans l'éducation nationale.*

Les personnels de l'Éducation Nationale lâchés par leur institution !

Contrairement au discours du Ministre, repris par l'Inspecteur d'Académie 71, les rentrées de septembre, comme de novembre, ne se sont pas bien passées : ni "réussies", ni "sereines".

Les écoles et les établissements scolaires n'ont pas été épargnés par la crise sanitaire :
NON le virus ne s'arrête pas au portail et **OUI** la crise sanitaire a des incidences sur les enseignements !

Conséquences d'une impréparation récurrente du ministère, voilà des mois que les protocoles sanitaires se succèdent, tous inefficaces, et qui ne protègent que la bonne conscience des donneurs d'ordres et/ou "de contre-ordres"

**Parce que nous tenons à accueillir TOUS les élèves,
IL Y A DES MESURES URGENTES A PRENDRE :**

- > La protection réelle des personnels par l'État : masques FFP2, prise en compte des personnels vulnérables, renforcement de la médecine de prévention et de la médecine scolaire, fourniture de matériel virucide - lingettes, gel, désinfection des locaux...
- > L'abandon du jour de carence et la reconnaissance de l'infection au coronavirus comme maladie professionnelle.
- > La transparence par l'Institution sur la circulation du virus dans les écoles et les établissements. L'éducation nationale n'a pas vocation à devenir la grande muette que le Ministre impose.
- > Le dédoublement des classes, sans cumul du travail distanciel-présentiel, et l'allègement des effectifs : création de postes et recrutement massif de personnels sous statut, de remplaçants, d'enseignants spécialisés, d'AED, d'AESH... et réemploi de contractuels plus que jamais essentiels.

**Cette crise est révélatrice d'un mal plus profond qui touche
tous les services publics depuis plus de 20 ans.**

Comme pour l'hôpital, les politiques successives ont tellement dégradé le service public d'éducation que celui-ci ne peut plus reposer sur la seule bonne volonté des enseignants.

C'est pourquoi, plus que jamais, nous exigeons :

- > L'abandon de : la loi sur la Transformation de la Fonction Publique, la loi Blanquer, Réforme du lycée, du bac et des E3C, enseignement à distance, projet de Loi Rilhac sur la direction d'École, 2S2C, formation en constellations...
- > Le respect du statut de fonctionnaire d'État, garant des valeurs de la République, dont la liberté d'expression.
- > L'augmentation immédiate des salaires et la négociation pour un rattrapage des années de gel des salaires, sans contrepartie.

Personnels méprisés, exposés, abandonnés et culpabilisés !

Nous appelons tous les collègues à se réunir et à discuter de la préparation d'une mobilisation d'ampleur à venir pour la défense de l'École Publique.

Nos organisations soutiendront toutes les initiatives de terrain et les prises de position de nos collègues dans ce sens.